

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

CREDIT LOGEMENT

Société anonyme au capital social de 1 259 850 270 €
Siège social : 50, boulevard de Sébastopol 75003 Paris
302 493 275 R.C.S. Paris.

I. — Bilan de l'exercice au 31 décembre 2016.

(en milliers d'euros.)

Actif	Notes annexe	31/12/2016	31/12/2015
Caisse et banques centrales		3	9
Créances sur les établissements de crédit	A1	7 910 770	8 073 706
À vue		472 641	355 238
À terme		7 438 129	7 718 468
Opérations avec la clientèle	A3	1 244 734	1 079 010
Autres concours à la clientèle		635	582
Créances douteuses		1 244 099	1 078 428
Obligations et autres titres à revenu fixe	A4-1	987 321	555 794
Actions et autres titres à revenu variable	A4-1	6 787	6 663
Parts dans les entreprises liées	A4-2	9 050	9 625
Immobilisations incorporelles	A5	3 994	3 495
Immobilisations corporelles	A5	13 173	13 741
Autres actifs	A6	7 107	2 443
Comptes de régularisation	A6	417 867	379 605
Total de l'actif		10 600 806	10 124 091

Passif	Notes annexe	31/12/2016	31/12/2015
Dettes envers les établissements de crédit	A7	32 471	35 676
À terme		32 471	35 676
Opérations avec la clientèle	A7	23 068	22 135
Autres passifs	A8	17 714	61 518
Comptes de régularisation	A8	706 893	643 971
Provisions pour risques et charges	A8	214	1 058
Dettes subordonnées		7 962 885	7 609 968
Fonds mutuel de garantie	A9-1	4 924 491	4 571 424
Emprunts participatifs	A9-2	1 712 624	1 712 624
Dettes rattachées sur emprunts participatifs	A9-2	1 631	1 724
Titres subordonnés	A9-2	1 300 000	1 300 000
Dettes rattachées sur titres subordonnés	A9-2	24 139	24 196
Fonds pour risques bancaires généraux	A9-3	610	610
Capitaux propres		1 856 951	1 749 155
Capital	A9-4	1 259 850	1 259 850
Réserves	A9-4	132 467	120 666
Provisions réglementées	A9-3	56 947	56 947
Report à nouveau		299 892	75 677
Résultat Net de l'exercice		107 795	236 015
Total du passif		10 600 806	10 124 091

Hors-bilan	Notes annexe	31/12/2016	31/12/2015
Engagements :			
De garantie d'ordre de la clientèle	A12-1	301 095 817	280 343 833
Accord de caution non mis en place	A12-1	53 920 921	35 535 020
Engagements donnés		355 016 738	315 878 853
De garantie reçus d'établissements de crédit	A11	2 637 151	2 927 647
Engagements reçus		2 637 151	2 927 647

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2016.

(en milliers d'euros)

	Note annexe	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts et produits assimilés	B1	119 878	296 469
Intérêts et charges assimilés		-55 612	-60 116
Revenus des titres à revenu variable	B2	62	59
Commissions (produits)	B3	151 639	176 334
Commissions (charges)		-1 320	-1 414
Gain ou perte sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	B4	123	19 313
Gain ou perte sur opérations de change	B5	-1	6
Autres produits d'exploitation bancaire	B6	3 292	4 519
Autres charges d'exploitation bancaire		-370	-511
Produit net bancaire		217 691	434 659
Charges générales d'exploitation	B7	-47 596	-59 009
Dotation aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	B8	-3 927	-3 752
Frais généraux		-51 523	-62 761
Résultat brut d'exploitation		166 168	371 898
Coût du risque	B9	-548	0
Résultat d'exploitation		165 620	371 898
Gains/pertes sur actifs immobilisés	B10	-1 373	-43
Résultat courant avant impôt		164 247	371 855
Impôt sur les bénéfices	B11	-56 452	-135 840
Résultat net de l'exercice		107 795	236 015

III. — Notes annexes aux états financiers.

I. — Présentation des comptes.

Les règles appliquées pour l'établissement des comptes de Crédit Logement suivent les principes retenus par l'Autorité des Normes Comptables (ANC), les règlements du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière (CRBF) et les instructions de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) relatifs à l'établissement et à la publication des comptes individuels annuels des Sociétés de Financement.

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe ont été établis conformément au règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général, sous réserve des adaptations prévues aux dispositions du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire homologué par arrêté du 26 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 31 décembre 2014.

Les éléments d'actif, de passif et les engagements hors-bilan exprimés en devises sont enregistrés et évalués selon les principes du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 susvisé.

Les opérations en devises, sont évaluées sur la base du cours à la date de clôture de l'exercice. Les écarts constatés sont portés en compte de résultat. Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice 2016.

II. — Principes et méthodes comptables.

À l'actif.

Créances sur les établissements de crédit. — Les créances sont ventilées en annexe de la manière suivante :

— à vue ou à terme ;

— selon leur durée résiduelle.

Créances sur la clientèle. — Les autres concours à la clientèle : Ils représentent les prêts accordés au bénéfice du personnel salarié de la société. Ils sont de deux sortes :

- prêt dont le montant est plafonné et pour une durée maximale de 3 ans ;
- avance à taux zéro égale au fonds mutuel de garantie dû relatif au cautionnement d'un ou plusieurs prêts immobiliers pour la durée des prêts garantis.

Les créances douteuses. — Figurent à ce poste toutes les sommes réglées au titre des échéances impayées (principal et intérêts), des pénalités, de la déchéance du terme pour lesquelles Crédit Logement a été subrogé dans les droits du prêteur initial et celles nécessaires pour entreprendre les actions de recouvrement (frais et honoraires).

Le cas échéant, lors du constat de l'irrecouvrabilité de la créance, le montant restant dû est prélevé sur le fonds mutuel de garantie conformément au règlement dudit fonds.

Conformément au règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 susvisé sur le traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, les créances douteuses ont été réparties extra-comptablement au moyen d'attributs, selon les catégories suivantes :

- les encours douteux ;
- les encours douteux compromis.

La définition de chaque catégorie retenue est décrite à la fin de cette annexe dans le poste des engagements hors-bilan.

Étant donnée l'existence du fonds mutuel de garantie, qui absorbe à ce jour la sinistralité du portefeuille de garantie sur prêts résidentiels, ces créances douteuses ne sont pas provisionnées.

Portefeuille titres. — Il est distingué 3 types de titres :

- les titres de placement ;
- les titres d'investissement ;
- les titres de participation et parts dans les entreprises liées.

La présentation du portefeuille dans les états publiables est répartie dans les catégories suivantes :

- obligations et autres titres à revenu fixe ;
- actions et autres titres à revenu variable ;
- parts dans les entreprises liées.

Titres de placement. — Les titres de placement sont des titres à revenu fixe ou variable qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres visés au chapitre 5 du titre 3 du Livre II du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 susvisé (titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées).

Ces titres sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais et coupons courus exclus. Les sorties de titres sont effectuées selon la méthode FIFO (PEPS).

À la clôture de chaque exercice, le prix de revient des titres portant intérêts est augmenté ou diminué selon le cas des intérêts provenant de l'écart entre le taux d'intérêt nominal du titre appliqué à la valeur de remboursement et le taux négocié appliqué au prix d'acquisition. Pour les autres titres, le prix de revient est la valeur d'acquisition.

À la clôture de l'exercice, la valeur des titres est retenue pour la plus faible des deux valeurs suivantes : prix de revient ou valeur de marché. Si la valeur de marché est inférieure au prix de revient, les moins-values latentes sont constatées par voie de dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres d'investissement. — Les titres d'investissement sont, selon le chapitre 4 du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 susvisé, des titres à revenu fixe que la société a l'intention de détenir jusqu'à leur échéance et qu'elle s'est engagée, au moment de l'acquisition, à financer par des ressources permanentes.

Ils sont souscrits avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Ces titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Ils sont comptabilisés à leur valeur de remboursement. Les décotes ou primes sont amorties ou étalées sur la durée de vie résiduelle des titres, selon la méthode linéaire. La valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement. Les intérêts afférents à ces titres sont comptabilisés au compte de résultat à la rubrique « Autres intérêts et produits assimilés ».

Dans le cas de titres reclassés en provenance de la catégorie « titres de placement », ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés. L'intention de les détenir jusqu'à l'échéance doit être manifeste, et ils doivent également bénéficier de ressources permanentes pour les financer jusqu'à leur échéance.

À la clôture de chaque exercice, le prix de revient des titres est augmenté ou diminué selon le cas des intérêts provenant de l'écart entre le taux d'intérêt nominal du titre appliqué à la valeur de remboursement et le taux négocié appliqué au prix d'acquisition. Si la valeur de marché est inférieure à la valeur d'acquisition du titre corrigée des amortissements et reprises liées à la différence entre ce coût d'acquisition et la valeur de remboursement du titre, il n'est pas constaté de provision pour dépréciation.

Une dépréciation est constituée s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, par exemple, lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement à l'échéance auquel cas la dépréciation est classée en coût du risque. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées. — Cette rubrique regroupe, conformément au chapitre 5 du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 susvisé, les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise. Ils figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition.

Sont considérées comme liées, les participations dans une entreprise à caractère financier susceptibles d'être incluses globalement dans le périmètre de consolidation.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur d'acquisition, la moins-value latente est constatée par voie de provision. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité est déterminée en fonction d'un ensemble de critères économiques (actif net estimé, rentabilité, et perspectives de rentabilité, coût de revient, situation nette réévaluée...).

Immobilisations. — Selon les règlements 2002-10 et 2004-06 du Comité de la Réglementation Comptable, les règles comptables applicables en matière de définition, de valorisation et de dépréciation d'actifs sont applicables depuis le 1^{er} janvier 2005.

La mesure de simplification dite « prospective » instituée par l'article 17 du règlement 2004-06 abrogé et repris par le règlement ANC n°2014-03 est l'option retenue par notre établissement.

Les immobilisations corporelles relatives aux immeubles ont été réparties selon la méthode simplifiée de réallocation, par composants, à partir des valeurs nettes comptables au 1^{er} janvier 2005.

Le changement de méthode en 2005, n'a eu d'impact, ni sur les actifs nets, ni sur le résultat fiscal.

La reconstitution des composants a été effectuée à partir d'une expertise réalisée par un cabinet externe.

Les immobilisations totalement amorties n'ont pas donné lieu à un retraitement.

Compte tenu de la nature de nos immobilisations, seuls quatre composants ont été retenus, à savoir :

- Gros œuvre ;
- Couverture/façade ;
- Equipements techniques ;
- Aménagements.

Elles sont amorties selon le tableau ci-après.

Amortissements	Mode	Durée
Immobilisations en cours	Néant	
Immobilisations incorporelles		
Droit de bail	Néant	
Logiciels	Linéaire	1, 3, 4 ou 5 ans
Immobilisations corporelles		
Terrains	Néant	
Gros œuvres	Linéaire	150 ans à compter du 01/01/1945
Couverture/façade	Linéaire	30 ans
Matériel roulant	Linéaire	4 ans
Matériel de bureau	Linéaire ou dégressif	5 ans
Matériel et équipements techniques	Linéaire ou dégressif	de 5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	de 5 à 10 ans
Matériel informatique	Dégressif	3, 4 ou 5 ans
Équipements techniques	Linéaire	de 5 à 20 ans
Aménagements	Linéaire	10 ans

Comptes de régularisation : Actif.

Charges à répartir. — Elles sont essentiellement constituées des frais et charges liés aux émissions des titres subordonnés. Ces charges sont réglées l'année de la mise en place de l'opération et sont réparties comptablement sur la durée de l'emprunt ou dans le cas d'une durée indéterminée sur une durée maximale de 5 ans prorata temporis correspondant à l'option d'arrêt anticipé attachée à chaque opération.

Fiscalement, il est procédé à la déduction des charges réellement payées et à la réintégration de la part des charges affectées à l'exercice.

Produits à percevoir. — Ce poste concerne un produit de cautionnement, avec une tarification différente, dont la particularité résulte dans le report de l'exigibilité de la commission de caution à la réception de la mainlevée du dossier et pour lequel l'encaissement de la commission sera réalisé par prélèvement sur la restitution de mutualisation à l'échéance de la caution.

Au Passif.

Opérations avec les établissements de crédit. — Dans le cadre de conventions de garantie financière selon l'article L211-38 du Code Monétaire et Financier, des dépôts de garantie espèces peuvent être mis en place. Les ajustements périodiques au titre du contrat cadre sont réalisés trimestriellement.

Opérations avec la clientèle.

Dépôts de garantie reçus. — En 2009, dans le cadre du régime de l'aide fiscale à l'investissement dans les collectivités d'outre mer, il a été procédé à la souscription de parts d'une SCI en Nouvelle Calédonie.

Afin de garantir le rachat des titres prévu en 2019, un gage-espèces, à intérêts capitalisés, a été constitué par l'autre associé de la SCI, une société HLM d'économie mixte, garantissant ainsi la promesse de rachat à terme par cette société des parts de la SCI. Chaque année, la valeur des titres au bilan est ajustée au solde du gage-espèces.

Autres sommes dues. — Ces comptes représentent les montants dus à la clientèle, soit au titre de la restitution de mutualisation du fonds mutuel de garantie, des trop-perçus sur les frais de garantie, soit des sommes qui sont en cours de recherche d'affectation.

Les sommes dues au titre de la restitution de mutualisation à reverser aux emprunteurs, dont les prêts sont terminés d'après les informations non démenties par les banques prêteuses et conservées par Crédit Logement et pour lesquels les banques ne trouvent plus trace des emprunteurs, figurent dans le poste « Autres sommes dues – cantonnement ».

Autres passifs. — Ils sont constitués de sommes dues qui se répartissent ainsi :

- les sommes à reverser pour l'activité recouvrement pour compte de tiers et qui ne seront disponibles qu'à l'issue du délai d'encaissement ou de reversement ;
- les sommes dues aux fournisseurs (factures de frais généraux ou d'immobilisations) ;
- les sommes dues au personnel et la participation des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise ;
- les dettes fiscales et sociales.

Conformément à l'article L.441-6 alinéa 8 et 9 du Code de commerce, le délai de règlement des sommes dues est fixé soit au trentième jour suivant la date de réception des marchandises ou d'exécution de la prestation demandée, sans dépasser quarante-cinq jours fin de mois ou soixante jours à compter de la date d'émission de la facture.

Dans l'annexe figure le solde des comptes fournisseurs répartis par échéance de paiement.

Comptes de régularisation : Passif. — Pour faire face à la prestation continue du cautionnement tel que pratiqué par notre établissement, le rattachement des commissions de caution au résultat est effectué à partir d'une constante égale au montant total de la commission acquise pour un contrat, divisée par la durée du prêt exprimée en années majorée d'un facteur F, compte tenu d'ajustements sur la première et la dernière année. Cette formule permet de respecter le principe d'une adéquation entre le rythme de rattachement échelonné des commissions et celui d'engagement des charges imputables aux opérations en cause.

Les produits perçus d'avance concernent les dossiers garantis dont la commission de caution est payable dès la mise en place du prêt par le prêteur.

Les produits constatés d'avance concernent les dossiers garantis dont la commission de caution est payable en fin de prêt. La créance concernant la commission de caution est enregistrée, à l'actif, dans le poste « produits à percevoir » et l'encaissement sera opéré par prélèvement sur la restitution de mutualisation à l'échéance normale ou anticipée du prêt.

Ce poste enregistre également le montant de la garantie reçu en cash couvrant la valorisation positive des swaps de taux selon les dispositions de la convention cadre FBF relative aux opérations de marché à terme signée avec nos contreparties.

Provisions pour risques et charges. — Elles comprennent notamment les provisions pour litiges, risques d'indemnités, de dommages et intérêts, et de frais de procès qui résultent de procès en cours ou en appel.

Une provision est constituée :

— s'il existe une obligation certaine de l'entreprise à l'égard d'un tiers à la date de clôture ;

— et si à la date d'arrêt des comptes, il est probable que l'entreprise ait à effectuer une sortie de ressources au profit de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue du tiers après la date de clôture ;

— et s'il est possible d'estimer de manière fiable cette sortie de ressources.

Dettes subordonnées.

Fonds mutuel de garantie. — Selon le règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire homologué par arrêté du 26 décembre 2014 susvisé, les fonds de garantie à caractère mutuel sont regroupés sous le poste « Dettes subordonnées ».

Le régime de cautionnement pratiqué par Crédit Logement est fondé sur le principe de mutualisation, concrétisé par le versement de chaque emprunteur dans un fonds mutuel de garantie destiné à se substituer à tout emprunteur défaillant dans ses remboursements de prêts, partiellement pour des échéances impayées, totalement lorsque la déchéance du terme a été prononcée.

Conformément au règlement du fonds mutuel de garantie, le versement de chaque emprunteur est susceptible de restitution de mutualisation après mainlevée de l'engagement de Crédit Logement au prorata de la fraction non utilisée par le contentieux au titre des emprunteurs défaillants.

Le calcul du taux de restitution tient compte du risque de non-remboursement prudemment évalué sur l'ensemble des dossiers participant au fonds (provisionnement ex ante) et, d'autre part, du taux escompté de récupérations sur les créances douteuses.

Une version amendée du règlement du fonds mutuel de garantie, applicable à partir du 1^{er} janvier 2014, subordonne la restitution de mutualisation à l'accord préalable de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution et du Conseil d'Administration. Il couvre en outre, les autres pertes constatées, au prorata de sa part dans les fonds propres réglementaires.

Les titres subordonnés et les emprunts participatifs. — Ces différentes émissions ont été réalisées conformément à l'article L.228-97 du Code de commerce, à la loi n° 2003-706 du 1^{er} août 2003 et à l'article 2 du règlement 90-02 du 23 février 1990 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. En cas de liquidation de la société, les dettes en nominal seront remboursées selon l'ordre de séniorité des créances : en premier lieu, les créances chirographaires, puis les créances classées en Tier Two, puis les prêts participatifs et, en dernier lieu, les créances classées en Tier One.

1) Émission obligataire de dernier rang, à durée indéterminée, sans clause de step up (Tier One) – FR0010301713. — 16 000 titres subordonnés de dernier rang de durée indéterminée, de 50 000 euros de nominal ont été émis le 16 mars 2006 et peuvent être pris en compte dans les fonds propres additionnels de catégorie 1 (Tier One). Toutefois, ne respectant pas tous les critères du règlement UE 575/2013, ils sont soumis à une clause de grand-père.

Ils comportent :

— une option de remboursement anticipé à l'initiative exclusive de l'émetteur, exerçable trimestriellement à partir du 16 mars 2011, sous réserve de l'accord préalable de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution ;

— une clause de passage d'une rémunération en taux fixe vers une rémunération en base variable à servir aux détenteurs de ces titres après le 16 mars 2011 et sont cotés sur la place de Luxembourg.

Conditions de subordination : Les intérêts ont été calculés annuellement à terme échu le 16 mars de chaque année, au taux fixe de 4,604% jusqu'au 16 mars 2011 et trimestriellement à terme échu au taux euribor 3 mois + 115 pb depuis lors. Toutefois la société pourrait, si sa situation financière l'exigeait pour lui permettre de poursuivre son activité, différer le paiement desdits intérêts ceux-ci pouvant être affectés, ainsi que le principal, à l'absorption des pertes éventuelles de la société.

2) Émission obligataire à durée déterminée (lower tier two) – FR0011000231. — 5 000 titres subordonnés à durée déterminée, de 100 000 euros de nominal ont été émis le 16 février 2011 conformément à l'article 2 du règlement 90-02 du 23 février 1990 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière et peuvent être pris en compte dans les fonds propres de catégorie 2 (Tier Two). Toutefois, ne respectant pas tous les critères du règlement UE 575/2013, ils sont soumis à une clause de grand-père.

Ils sont cotés sur la place de Luxembourg. Les intérêts sont payables trimestriellement à terme échu le 16 février de chaque année, au taux fixe de 5,454 %.

Les emprunts participatifs : Les emprunts participatifs, qui sont octroyés par les actionnaires et partenaires de la société, sont retenus comme des fonds propres de catégories 2 et sont de deux sortes :

— les emprunts participatifs à durée indéterminée, qui peuvent faire l'objet d'un remboursement au terme de 8 ans à l'initiative exclusive de l'emprunteur, et sous réserve de l'accord préalable de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution. Ces emprunts participatifs ne répondant pas complètement aux différents critères du règlement UE 575/2013 sont soumis à une clause de grand-père ;

— les emprunts participatifs amendés en 2014, d'une durée de 12 ans mais pouvant faire l'objet d'un remboursement au terme de 5 ans à l'initiative exclusive de l'emprunteur, et sous réserve de l'accord préalable de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution. Ces emprunts participatifs répondant totalement aux critères du règlement UE 575/2013 sont intégralement repris en fonds propres de catégorie 2.

Fonds pour risques bancaires généraux. — La constitution d'une provision pour risques bancaires généraux prévue à l'article 3 du règlement 90-02 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière est destinée à couvrir des risques généraux de l'activité bancaire.

Sont incluses dans le fonds pour risques bancaires généraux, les provisions de caractère général qui n'ont pas été constituées pour faire face à des charges diverses ou à des risques qui ont un caractère probable et qui sont clairement identifiés.

Les montants retenus sont nets d'impôt dans les conditions de l'article 9 du règlement 90-02 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière.

Les capitaux propres.

Le capital social. — Conformément à l'assemblée générale mixte du 9 mai 2012, le capital social est dorénavant composé de 17 997 861 actions ordinaires de 70 euros chacune, entièrement libérées. Ces actions nouvelles ont pour date de jouissance le 1^{er} janvier 2012. Les droits conférés à chaque titre sont fixés de la manière suivante.

Répartition des bénéfices selon l'article 18 des statuts. — « Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé toute somme que l'assemblée générale décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non.

L'assemblée générale, statuant sur les comptes de l'exercice, a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraires ou en actions.

»

Les engagements hors-bilan.

Engagements de garantie d'ordre de la clientèle :

Garanties financières. — La garantie offerte par Crédit Logement est réalisée dans le cadre des contrats de prestation de services signés sous forme de caution bancaire dans le cadre d'une adjudication. Elle est comptabilisée pour un montant représentant au maximum 10 % du montant de la mise à prix, sans que le montant de cette garantie puisse être inférieur à 3 000 euros.

Le cautionnement est valable pour une durée indéterminée, celui-ci devenant caduc, selon le cas :

— le jour de l'adjudication, dès l'adjudication au profit d'un tiers autre que le donneur d'ordre de la garantie ;

— le jour du paiement du prix de l'adjudication et des frais associés, dans le cas où l'adjudication est au profit du donneur d'ordre de la garantie.

Crédit Logement intervient comme caution bancaire au profit du TGI d'ordre et pour compte de son client et procède alors à l'enregistrement comptable de cette garantie dans son hors bilan.

Garantie de remboursement de crédits distribués par d'autres établissements. — La garantie offerte par Crédit Logement, sous forme de caution solidaire au titre de prêts destinés au financement du logement des particuliers, est comptabilisée à hauteur du capital restant dû par les emprunteurs à la clôture de chaque exercice.

Conformément au règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 susvisé, les engagements relatifs aux accords de caution donnés ont été répartis, selon les catégories suivantes :

- les encours sains ;
- les encours sains de crédits restructurés ;
- les encours douteux ;
- les encours douteux compromis ;
- les encours douteux par contagion.

Les encours ont été segmentés selon les critères suivants :

- les encours sains. Ensemble des prêts ne répondant pas aux conditions de créances douteuses incluant les éléments suivants :
- les trois premières échéances impayées avant appel en garantie, sont intégrées dans les engagements de garantie hors-bilan. La méthode appliquée pour le calcul de ce montant est d'obtenir de nos principaux partenaires les taux d'impayés à un mois, deux mois et trois mois et d'appliquer, dans une approche prudente, les taux maximum obtenus à la totalité de l'encours sains hors-bilan ;
- les accords de garantie d'ordre de la clientèle non encore mis en place sont intégrés aux engagements hors bilan depuis 2013 ;
- les encours sains de crédits restructurés. La rubrique correspond aux engagements ayant fait l'objet d'une restructuration à des conditions hors marché. Ils ont été identifiés et devront rester dans cette catégorie jusqu'à leur échéance finale sauf en cas de non respect des modalités fixées ; le transfert se fera alors directement dans la catégorie encours douteux compromis ;
- les encours douteux. Sont classés dans cette catégorie tous les engagements présentant un risque de crédit avéré au titre des cas suivants :
 - existence d'un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ;
 - connaissance de la situation financière dégradée d'une contrepartie y compris sans impayés enregistrés au préalable ;
 - existence de procédures contentieuses entre l'établissement et la contrepartie.

Les conditions de retour vers l'encours sain ne se justifient que si les paiements ont repris de manière régulière et pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine, ou aux conditions de marché.

- les encours douteux compromis. Entrent dans cette catégorie, les engagements suivants :
 - tous les engagements demeurés douteux pendant un an et pour lesquels aucun reclassement en encours sain n'est prévisible ou lorsque la déchéance du terme est prononcée ;
 - en cas de non respect des échéances fixées lors d'une restructuration (encours sains restructurés) ;
 - les encours douteux par contagion. Le classement d'une contrepartie dans l'une des deux catégories d'encours douteux entraîne automatiquement le classement identique de la totalité de l'encours sain ou sain restructuré et des engagements relatifs à cette contrepartie.

Engagements de garantie reçus.

L'engagement de reconstitution du fonds mutuel de garantie. — Engagement donné par les actionnaires et/ou partenaires de Crédit Logement au prorata de leurs engagements cautionnés, de reconstituer le fonds mutuel de garantie gouverné par le règlement applicable aux versements effectués avant le 01 janvier 2014 en cas d'épuisement de ce dernier. Cet engagement solidaire est actualisé semestriellement.

Les engagements sur instruments financiers à terme. — Principes d'enregistrement et qualification de l'opération

Les opérations sur instruments financiers à terme en vie à la date de clôture figurent dans les engagements hors-bilan. Les opérations sur instruments financiers à terme de taux et de change sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 susvisé.

Bien que ne figurant pas dans le hors-bilan publiable, les montants enregistrés dans les comptes de hors bilan correspondant aux engagements nominaux sont détaillés dans la note annexe A13. Ils représentent le volume des opérations et non les risques qui leur sont associés.

Pour les engagements sur instruments de taux d'intérêt effectués de gré à gré, les montants sont portés au hors-bilan pour la valeur nominale.

Lors de la mise en place de chaque opération, la catégorie de position est affectée immédiatement, à savoir :

- positions ouvertes isolées : les contrats classés dans les portefeuilles de positions ouvertes isolées sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de leur valeur de marché. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes font l'objet d'une provision pour risque uniquement s'il existe un risque de contrepartie ;
- opérations de micro couverture : pour les opérations qualifiées d'opérations de micro couverture, les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges sur les éléments couverts ;

— opérations de macro couverture : pour les opérations qualifiées de macro couverture, les charges et les produits sont inscrits prorata temporis en compte de résultat.

Les soultes constatées lors de la conclusion d'un contrat sont rapportées au compte de résultat sur la durée de vie du contrat. Lors de la résiliation ou de l'assignation d'un contrat, ou de son remplacement par un autre contrat, les soultes constatées sont rapportées immédiatement au compte de résultat. Elles sont amorties prorata temporis pour les opérations de macro couverture et les opérations de micro couverture.

Les charges et les produits sont inscrits prorata temporis en compte de résultat. La contrepartie de cet enregistrement est inscrite dans des comptes de régularisation jusqu'à la date d'encaissement ou de décaissement des fonds.

Les règles de valorisation sont définies dans le contrat cadre de compensation (master agreement) auquel est rattaché l'opération, selon les règles généralement appliquées sur les marchés.

Si l'écart est négatif, elles font l'objet d'une provision pour risques et charges dans le cas d'une position ouverte isolée, ou pour le cas d'une micro-couverture lorsque la plus value latente de l'élément couvert est comptabilisée.

Opérations fermes sur instruments de taux d'intérêts :

— Opérations de couverture : Dans le but d'insensibiliser les résultats aux taux courts, Crédit Logement a décidé de contracter des swaps de couverture (vendeur variable / acheteur taux fixe), communément appelés swaps de taux d'intérêt. Ils sont enregistrés en fonction des catégories prévues au titre 5 du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire susvisé.

— Mécanisme de réduction de risque de crédit sur les placements de la trésorerie : Il sert à couvrir le risque de perte financière dans le cas où une contrepartie d'un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Afin de réduire ce risque, Crédit Logement a opté pour la mise en place de contrats « cadre FBF » de collatéralisation sur produits dérivés signés avec des contreparties bancaires qui prévoient un « netting » des expositions et la mise en place d'un appel de marge régulier (dépôt en espèces) ce qui permet de réduire l'exposition réelle. Les ajustements périodiques au titre du contrat cadre sont réalisés de façon hebdomadaire.

Autres valeurs reçues en garantie :

— Des contrats cadre de garantie financière, mis en place en 2013, précisent les conditions dans lesquelles les banques partenaires, contreparties des placements de Crédit Logement, doivent affecter en nantissement à son profit des actifs éligibles dans le cadre de l'article L.211-38 du Code monétaire et financier.

Ces garanties données par les contreparties sous forme de nantissement, peuvent être de plusieurs types :

— dépôt d'espèces en nos livres (ces sommes sont enregistrées sous forme de gage-espèces au passif du bilan) ;

— compte espèces ouvert au nom de notre contrepartie et nanti à notre profit ;

— titres éligibles cotés en euros ;

— créance sur Crédit Logement - emprunts participatifs ;

— créances éligibles selon les critères définis dans la convention, résultant de prêts, crédits ou financements aux entreprises personnes morales.

Les ajustements périodiques du collatéral au titre du contrat cadre sont réalisés trimestriellement.

Autres informations.

Montant global des rémunérations allouées pendant l'exercice – principes et critères de détermination des éléments composant la rémunération totale des dirigeants (Président du Conseil et dirigeants effectifs) :

Les engagements hors-bilan concernant le Président, les administrateurs et l'ensemble des dirigeants visent des opérations de garantie de prêts immobiliers, sans qu'ils ne bénéficient de conditions spécifiques liées à leur qualité de dirigeants.

Le Président du Conseil d'Administration, administrateur, perçoit comme seule rémunération des jetons de présence, selon les modalités arrêtées lors de la séance du Conseil du 3 avril 2013. À ce titre, il a perçu la somme de 3 900 euros sur l'exercice 2016. Ces jetons de présence sont distribués en fonction du taux de présence effectif aux séances du Conseil. De plus, le Président dispose d'une part et demie.

Pour ce qui concerne les rémunérations des dirigeants effectifs (DG et DGD), celles-ci sont fixées par le Conseil d'Administration après avis du Comité des Rémunérations. Même en l'absence de modifications, celui-ci procède à un examen à minima annuel de ces rémunérations.

Elles sont composées d'une partie fixe (mandat social, et salaire pour les seuls DGD) et d'une partie variable, dont le montant est plafonné en proportion de la partie fixe.

La partie fixe de la rémunération du DG et des DGD est définie pour chacun de façon à être attractive pour attirer et retenir des candidats de valeur, tout en s'inscrivant dans les pratiques de marché pour ce type de poste et de responsabilité, eu égard à la situation propre de l'entreprise. Le Comité des Rémunérations peut, notamment, utiliser des références issues de sociétés comparables au sein des groupes bancaires hexagonaux.

Ainsi, s'agissant de la partie variable de cette rémunération, une prime annuelle, en fonction des résultats de l'entreprise, peut, si ceux-ci le justifient, être versée au Directeur Général dans la limite d'un plafond de 25 % de sa rémunération brute annuelle fixe, et aux Directeurs Généraux Délégués, dans la limite de 20 % de leur rémunération brute fixe. Les montants sont déterminés au vu du niveau d'activité et des résultats, de la qualité de gestion opérationnelle de l'entreprise, de la maîtrise des risques, de l'exécution du budget et de la qualité du contrôle interne par le Président du Conseil agissant pour le compte du Comité des Rémunérations auprès duquel il rend compte.

De façon exceptionnelle une prime spécifique peut être versée par le Conseil d'Administration, sur proposition du Comité des Rémunérations. Cela a été le cas en 2016, en lien avec le niveau d'activité sur l'année, les résultats sur l'évolution du modèle et la gestion des fonds propres.

En outre, les Directeurs Généraux Délégués, au titre de leur contrat de travail, peuvent bénéficier de versements au titre de l'intéressement et de la participation.

Enfin, les mandataires sociaux bénéficient potentiellement d'un système de retraite sur complémentaire mis en place sur décision du Conseil d'Administration en 2007 (cf. modalités détaillées en note C4), ainsi que de la mise à disposition d'un véhicule de fonction, réintégré comme avantage en nature.

Les engagements sociaux. — Les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière et à la retraite supplémentaire des cadres (contrat collectif d'assurance de retraite additionnelle à prestations définies bénéficiant à l'ensemble des cadres sous certaines conditions) sont couverts par des fonds collectifs gérés par une société d'assurance.

Crédit Logement abonde ces fonds périodiquement, la différence entre la valeur actuarielle de ces engagements et la valeur des fonds gérés par la société d'assurance n'étant pas obligatoirement provisionnée dans les comptes de Crédit Logement.

Périmètre de consolidation. — Les sociétés qui ne présentent pas de caractère significatif en application des critères énoncés dans les dispositions réglementaires, ne sont pas incluses dans le champ de la consolidation.

Dans ce contexte, les sociétés Crédit Logement Assurance, SNC Foncière Sébastopol et SCI Martawi ne sont pas consolidées.

En conséquence, Crédit Logement n'établit pas de comptes consolidés.

III – Notes annexes.

Notes A. Informations sur le bilan et le hors-bilan (en milliers d'euros).

Note A 1 – État des créances et répartition par durée restant à courir :

	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Établissements de crédit	1 377 476	777 470	2 282 897	3 472 927	7 910 770
Créances à vue	472 638				472 638
Créances à terme	870 000	719 000	2 281 000	3 472 289	7 342 289
Créances rattachées	34 838	58 470	1 897	638	95 843
Créances sur la clientèle	1 244 146	114	166	308	1 244 734
Autres concours à la clientèle	47	114	166	308	635
Créances douteuses	1 244 099				1 244 099
Obligations et autres titres à revenu fixe	351 179	2 310	249 780	384 052	987 321

Note A 2 – Tableau de ventilation des créances :

	Entreprises liées	Entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	Autres entreprises	Particuliers	Total
Créances sur les établissements de crédit		7 766 494	144 276		7 910 770
Créances sur la clientèle				1 244 734	1 244 734
Obligations et autres titres à revenu fixe		552 690	434 631		987 321

Note A 3 – Créances sur la clientèle :

Note A 3.1 – Évolution des encours sur la clientèle :

	31/12/2015	Débloages / Décaissements	Remboursements / Recouvrement	Abandons de créances	31/12/2016
Crédits de trésorerie - prêts au personnel de la société	582	403	350	0	635
Créances douteuses	1 078 428	349 505	156 768	27 133	1 244 032
Créances douteuses autres tiers		616			616
Dépréciation pour créances douteuses autres tiers					-549
Total	1 079 010	350 524	157 118	27 133	1 244 734

Note A 3.2 – Risque de crédit : répartition par catégorie d'encours :

	Encours sain	Dont sain restructuré	Encours douteux	Dont douteux compromis	Encours global
Crédits de trésorerie - prêts au personnel de la société	635				635
Créances douteuses			1 243 483	1 235 102	1 243 483
Total	635	0	1 243 483	1 235 102	1 244 118

Note A 4 – Portefeuille titres :

Note A 4.1 – Ventilation du portefeuille titres (1) :

	Valeur d'acquisition			Valeur de marché ou liquidative	Valeur de remboursement
	Émis par des organismes publics	Autres émetteurs			
		Cotés	Non cotés		
Obligations et autres titres à revenu fixe :					
Titres reçus en pension livrée		250 000		250 000	0
Créances rattachées		1 157		1 157	
Titres reçus en pension		251 157	0	251 157	0
Obligations		733 832		733 832	744 639
Créances rattachées		2 332		2 332	
Titres d'investissement		736 164	0	736 164	744 639

Actions et autres titres à revenu variable :						
Autres titres			8 907	8 907	6 787	
Provision pour dépréciation			-2 120	-2 120		
Titres de placement		0	6 787	6 787	6 787	
Parts dans les entreprises liées			10 209	10 209	9 050	
Provision pour dépréciation			-1 159	-1 159		
Titres de participation		0	9 050	9 050	9 050	
Total du portefeuille titres		987 321	15 837	1 003 158	760 476	
(1) Aucun portefeuille de transaction n'est constitué.						

Note A 4 2 – tableau des participations et des parts dans les entreprises liées :

	% De détention	Capital social *	Capitaux propres autres que le capital *	Résultats (*)	Valeur d'inventaire brute	Valeur d'inventaire nette
Autres titres						
Crédit Logement Assurance	81,74	6 681	1 892	-934	6 829	5 670
SNC Foncière Sébastopol	99,90	15		-520	15	15
Avances et comptes courants associés SNC Foncière Sébastopol					3 365	3 365
Parts dans les entreprises liées					10 209	9 050
(*) Chiffres au 31 décembre 2015						

Note A 5 – Tableaux des immobilisations :

Immobilisations brutes	Valeur brute à l'ouverture	Acquisitions	Cessions ou virements internes	Valeur brute en fin d'exercice	Valeur nette en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	31 207	3 026	-587	33 646	3 994
Immobilisations en cours	812	1 331	-699	1 444	1 444
Logiciels et licences	30 395	1 695	112	32 202	2 550
Immobilisations corporelles	37 824	1 105	-8 486	30 443	13 173
Immobilisations en cours	775	604	-707	672	672
Terrains	2 909			2 909	2 909
Gros œuvres	5 479			5 479	3 531
Couverture / façade	2 078			2 078	465
Matériel de transport	154		-154	0	0
Matériel de bureau	450	3	-1	452	34
Matériel et outillage du Club Affaires	87	1	-5	83	11
Mobilier de bureau	1 541	54	-61	1 534	424
Mobilier du Club Affaires	123			123	37
Matériel informatique	3 619	337	-183	3 773	580
Aménagement hors immeuble	12 141	3	-6 800	5 344	1 421
Aménagement immeuble	3 909	37	-67	3 879	1 388
Équipements techniques	4 559	66	-508	4 117	1 701
Total	69 031	4 131	-9 073	64 089	17 167

Amortissements ou provisions	Solde à l'ouverture	Dotations	Diminutions	Solde en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	27 712	2 527	-587	29 652
Logiciels et licences	27 712	2 527	-587	29 652
Immobilisations corporelles	24 083	1 400	-8 213	17 270
Terrains				0
Gros œuvres	1 899	49		1 948
Couverture / façade	1 511	102		1 613
Matériel de transport	153	1	-154	0
Matériel de bureau	398	21	-1	418
Matériel et outillage du Club Affaires	72	5	-5	72
Mobilier de bureau	1 114	59	-63	1 110

Mobilier du Club Affaires	85	1		86
Matériel informatique	3 081	292	-180	3 193
Aménagement hors immeuble	10 771	317	-7 165	3 923
Aménagement immeuble	2 429	283	-221	2 491
Équipements techniques	2 570	270	-424	2 416
Total	51 795	3 927	-8 800	46 922

Toutes les immobilisations sont exclusivement affectées à l'exercice des activités propres de Crédit Logement.

Note A 6 – Autres actifs et comptes de régularisation :

	31/12/2016	31/12/2015
Fonds de garantie des dépôts et des cautions (FGDR)	24	20
Dépôts et cautionnements donnés	206	207
Créances fiscales et sociales	5 347	342
Débiteurs divers (personnel)	75	81
Autres débiteurs divers (clients)	1 444	1 635
Autres débiteurs divers (autres)	11	158
Autres actifs	7 107	2 443

	31/12/2016	31/12/2015
Comptes d'ajustement sur instruments financiers à terme (appels de marge en cash)	17 190	0
Comptes d'ajustement sur devises	68	81
Perte à étaler sur instruments financiers à terme	504	272
Charges payées d'avance	1 082	933
Charges à répartir	1 169	1 450
Produits à recevoir sur cautionnement	394 503	373 935
Produits à recevoir sur instruments financiers à terme	3 331	2 559
Produits à recevoir divers	16	301
Autres comptes de régularisation	4	74
Comptes de régularisation	417 867	379 605

Note A 7 – Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle :

	31/12/2016	31/12/2015
Comptes et emprunts		
Dépôt de gage-espèces	32 426	35 660
Dettes rattachées	45	16
Établissements de crédit	32 471	35 676
Dépôts de garantie reçus - gage-espèces	6 787	6 663
Autres sommes dues - dont cantonnement	16 281	15 472
Clientèle	23 068	22 135

Note A 8 – Autres passifs, comptes de régularisation et provisions :

	31/12/2016	31/12/2015
Dettes fiscales et sociales	6 475	48 711
Créditeurs divers (personnel)	3 647	3 281
Créditeurs divers (fournisseurs)	3 971	4 250
Dettes vis à vis du personnel	2 100	3 347
Autres créditeurs divers	1 521	1 929
Autres passifs	17 714	61 518

	31/12/2016	31/12/2015
Produits perçus d'avance sur cautionnement	347 684	325 351
Produits constatés d'avance sur cautionnement	257 884	247 183
Charges à payer sur instruments financiers à terme	2 125	1 689

Gain à étaler sur instruments financiers à terme	14 336	0
Comptes d'ajustement sur devises	67	80
Comptes d'ajustement sur instruments financiers à terme (appels de marge en cash)	84 790	69 600
Autres comptes de régularisation	7	68
Comptes de régularisation	706 893	643 971

— Provisions pour risques et charges :

Catégorie	31/12/2015	Dotations	Reprises	Reprises non utilisées	31/12/2016
Provisions pour litiges	1 058	175		-1 019	214
Total	1 058	175	0	-1 019	214

— Echancier des dettes fournisseurs :

En application de l'article L.441-6-1 du Code de commerce introduit par la loi de modernisation de l'économie (LME)

	< 30 jours	Entre 30 et 60 jours	> 60 jours	Total
Au 31/12/2016	953		0	953
Au 31/12/2015	901		0	901

Note A 9 – Capitaux propres et assimilés :

Note A 9-1 – Fonds mutuel de garantie :

	Solde en début de période	Entrées	Sorties	Solde à fin de période
Fonds mutuel de garantie (FMG) en euros	4 702 428	694 907	-314 696	5 082 639
Fonds mutuel de garantie (FMG) en devises	1 894	2	-13	1 883
Utilisation du fonds mutuel de garantie en couverture des abandons de créances irrécouvrables	-132 898	-27 699	566	-160 031
Fonds mutuel de garantie au passif du bilan	4 571 424	667 210	-314 143	4 924 491
Créances douteuses à recouvrer à l'actif du bilan	-1 078 428	-349 505	183 901	-1 244 032
Fonds mutuel de garantie disponible net des créances douteuses	3 492 996	317 705	-130 242	3 680 459
Créances douteuses à recouvrer à l'actif du bilan	1 078 428	349 505	-183 901	1 244 032
Pertes attendues sur créances douteuses - prévision d'abandons de créances irrécouvrables	-441 777	-124 542	73 968	-492 351
Prévisions de recouvrement sur créances douteuses	636 651	224 963	-109 933	751 681
Fonds mutuel de garantie net des pertes attendues sur créances douteuses	4 129 647	542 668	-240 175	4 432 140

Note A 9-2 – dettes subordonnées :

Emprunts participatifs	Date d'émission	Date d'échéance ou remboursement anticipé	31/12/2016		31/12/2015	
			Montants	Dettes rattachées	Montant	Dettes rattachées
À durée indéterminée	30/12/2009		194 284		194 284	
	30/12/2010		395 579		395 579	
	30/06/2011		415 186		415 186	
	30/12/2011		286 008		286 008	
			1 291 057	1 612	1 291 057	1 701
À durée déterminée	30/06/2012	30/12/2026	300 830		300 830	
	30/06/2013	30/12/2026	120 737		120 737	
			421 567	19	421 567	23
Total des emprunts participatifs			1 712 624	1 631	1 712 624	1 724

Titres subordonnés	Date d'émission /Date d'échéance	Nbre de titres	31/12/2016	31/12/2015
--------------------	----------------------------------	----------------	------------	------------

			Montants	Dettes rattachées	Montant	Dettes rattachées
Obligations perpétuelles	16/03/2006	16 000	800 000	296	800 000	363
Code ISIN FR 0010301713	indéterminé					
Obligations remboursables	16/02/2011	5 000	500 000	23 843	500 000	23 833
Code ISIN FR 0011000231	16/02/2021					
Total des titres subordonnés			1 300 000	24 139	1 300 000	24 196
Total des dettes subordonnées			3 012 624	25 770	3 012 624	25 920

Note A 9-3 – Fonds pour risques bancaires généraux et provisions réglementées :

	Solde en début de période	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde en fin de période
Provision réglementée pour risques de crédits à moyen et long terme	56 947	0	0	56 947
Fonds pour risques bancaires généraux	610	0	0	610
Total	57 557	0	0	57 557

Note A 9-4 – Evolution du capital et des réserves. — Les principaux actionnaires sont répartis par Groupes d'actionnaires reprenant l'entité mère et les filiales qui lui sont rattachées :

Crédit Agricole et LCL Le Crédit Lyonnais	33,00 %
BNP Paribas	16,50 %
Société Générale et Crédit du Nord	16,50 %
Groupe BPCE / Crédit Foncier de France	15,50 %
Crédit Mutuel et CIC	9,50 %
SF2 - Groupe La Banque Postale	6,00 %
H.S.B.C. France	3,00 %

	31/12/2015	Augmentation /affectation	Réduction / affectation	31/12/2016
Le capital social, entièrement libéré, est composé de :				
- 17 997 861 actions ordinaires	1 259 850			1 259 850
	1 259 850	0	0	1 259 850
Réserve légale	53 428	11 801		65 229
Réserve générale	67 238			67 238
Total	120 666	11 801	0	132 467

Note A 10 – Montant des créances ou dettes rattachées à chaque poste du bilan :

Actif	31/12/2016	31/12/2015
Établissements de crédit	95 843	77 195
Parts dans les entreprises liées	16	16
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 489	3 210
Autres actifs : créances fiscales	5 347	342
Comptes de régularisation :		
Cautionnement	394 503	373 935
Fournisseurs	16	301
Instruments financiers à terme	3 331	2 559
Produits à recevoir	502 545	457 558
Comptes de régularisation :		
Frais d'emprunts à répartir	1 169	1 450
Fournisseurs	1 082	933
Charges payées d'avance	2 251	2 383

Passif	31/12/2016	31/12/2015
Établissements de crédit	45	16
Dettes subordonnées	25 771	25 920

Autres passifs : dettes fiscales et sociales	6 476	48 710
Comptes de régularisation :		
Instruments financiers à terme	2 125	1 689
Charges à payer	34 417	76 335
Comptes de régularisation :		
Cautionnement - barème Initio	257 884	247 183
Cautionnement - barème Classic	347 684	325 343
Produits comptabilisés d'avance	605 568	572 526

Note A 11 - Engagements de hors-bilan reçus :

	31/12/2015	Mouvements	31/12/2016
Contre-garantie reçue (actionnaires ou non) relative à l'engagement de reconstitution du fonds mutuel de garantie	2 927 647	-290 496	2 637 151
Total des engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	2 927 647	-290 496	2 637 151
Convention cadre de garanties financières selon art. L.211-38 du CMF			
Titres éligibles cotés en euros	262 954	-50 247	212 707
Créance sur Crédit Logement - emprunts participatifs	753 655	-94 001	659 654
Créances éligibles résultant de prêts, crédits ou financements aux entreprises personnes morales	800 422	-81 665	718 757
Informations complémentaires : autres valeurs reçues en garantie - nantissements	1 817 031	-225 913	1 591 118

Note A 12 – Engagements de hors-bilan donnés :

Note A 12-1 – Évolution des engagements donnés :

	31/12/2015	Entrées	Amortissements/ écart	Sorties	31/12/2016
Cautionnement prêts immobiliers - Accords de caution mis en place	280 322 623	69 372 411	-19 704 126	-28 913 353	301 077 555
Échéances impayées estimées sur prêts immobiliers avant appel en garantie	21 127		-3 016		18 111
	280 343 750	69 372 411	-19 707 142	-28 913 353	301 095 666
Accords de caution non encore mis en place	35 535 020		18 385 901		53 920 921
Cautionnement de prêts immobiliers à particuliers	315 878 770	69 372 411	-1 321 241	-28 913 353	355 016 587
Garanties financières	83	83		-15	151
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	315 878 853	69 372 494	-1 321 241	-28 913 368	355 016 738

Note A 12-2 – Répartition par durée restant à courir :

Garanties d'ordre de la clientèle	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Cautionnement prêts immobiliers - Accords de caution mis en place	162 129	1 206 014	14 644 559	285 064 853	301 077 555
Accords de caution non encore mis en place		53 920 921			53 920 921
Échéances impayées estimées sur prêts immobiliers avant appel en garantie	18 111				18 111
Garanties financières	151				151
Total	180 391	55 126 935	14 644 559	285 064 853	355 016 738

Note A 12-3 – Risque de crédit : Répartition par catégorie d'encours :

Garanties d'ordre de la clientèle	Encours sain	dont sain restructuré	Encours douteux	dont douteux compromis	Encours global
Cautionnement de prêts immobiliers aux particuliers	300 030 380	70 321	1 047 175	424 724	301 077 555
Échéances impayées estimées sur prêts immobiliers avant appel en garantie	18 111				18 111
Accords de caution non encore mis en place	53 920 921				53 920 921

Garanties financières	151				151
Total	353 969 563	70 321	1 047 175	424 724	355 016 738

Note A 13 – Instruments financiers à terme :

Instruments de taux d'intérêts - marché de gré à gré	Notionnel	Appel de marge versé / reçu	Valeur de marché (coupon inclus)	Valeur de marché (hors coupon)
Couverts par convention cadre FBF	1 970 000	67 600	67 019	66 336
Hors convention	150 000	0	11 312	10 785
Total	2 120 000		78 331	77 121

Aucun transfert de catégorie n'a été réalisé au cours de l'exercice 2016

Instruments de taux d'intérêts - par durée résiduelle	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	TOTAL
Opérations fermes en micro-couverture			50 000	290 000	340 000
Opérations fermes en macro-couverture (receveur Taux Fixe)		140 000	570 000	1 070 000	1 780 000
Total	0	140 000	620 000	1 360 000	2 120 000

Notes B. Informations sur le compte de résultat. (en milliers d'euros).

Note B 1 – Intérêts et produits assimilés - Intérêts et charges assimilées :

	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts sur les comptes de dépôt à vue	58	185
Intérêts sur les comptes de dépôt à terme (contrepartie des emprunts participatifs)	8 067	11 080
Intérêts sur comptes à terme "trésorerie issue des souscriptions en capital"	0	2 472
Intérêts sur comptes et prêts à terme	75 248	239 295
Produits sur instrument financier à terme	25 551	22 236
Opérations avec les établissements de crédits	108 924	275 268
Prêts au personnel de Crédit Logement	4	5
Intérêts sur créances douteuses (intérêts de retard sur créances cautionnées)	3 349	3 056
Opérations avec la clientèle	3 353	3 061
Intérêts sur titres reçus en pension	2 266	14 182
Produits d'intérêts sur titres de placement	11	314
Produits d'intérêts sur titres d'investissement	5 324	3 644
Intérêts sur obligations et titres à revenu fixe	7 601	18 140
Total des intérêts et produits assimilés	119 878	296 469
Intérêts sur les comptes de dépôt à vue	-32	-13
Intérêts ou soulte sur prêts à terme	-44	-17
Intérêts sur titres mis en pension	-965	0
Intérêts sur emprunts participatif à durée indéterminée	-13 841	-16 845
Intérêts sur titres subordonnés et titrisations synthétiques	-34 695	-36 636
Intérêts sur gage-espèces	-123	-121
Charges sur titres d'investissement	-233	0
Charges sur instruments financiers à terme	-5 679	-6 484
Total des intérêts et charges assimilées	-55 612	-60 116

Note B 2 – Revenus des titres à revenu variable :

	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts sur le compte courant associé de la SNC Foncière Sébastopol	62	59
Total des revenus des titres à revenu variable	62	59

Note B 3 – commissions (Produits et charges) :

	31/12/2016	31/12/2015
Commissions de caution relatives aux engagements hors-bilan donnés sur prêts immobiliers cautionnés	151 639	176 334

Total des commissions (produits)	151 639	176 334
Commissions et frais bancaires	-1 133	-1 220
Commissions et frais sur émissions de titres subordonnés	-187	-194
Total des commissions (charges)	-1 320	-1 414

Note B 4 – Gain ou perte sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés :

	31/12/2016	31/12/2015
Plus-values de cessions de titres de placement	0	19 192
Dotations et reprises sur provisions sur instruments conditionnels	123	121
Total des opérations sur portefeuille de placement	123	19 313

Note B 5 – Gain ou perte sur opérations des portefeuilles de négociation :

	31/12/2016	31/12/2015
Gain sur opérations de change	-1	6
Total des opérations sur portefeuille de négociation	-1	6

Note B 6 – Autres produits et charges d'exploitation bancaire :

	31/12/2016	31/12/2015
Produits recouvrement pour compte de tiers (honoraires de gestion et de recouvrement)	2 902	3 013
Produits accessoires (Crédit Logement Assurance / SNC Foncière Sébastopol)	241	943
Autres produits accessoires	116	508
Produits divers	33	55
Total autres produits d'exploitation	3 292	4 519
Perte SNC Foncière Sébastopol	-207	-334
Charges diverses	-163	-177
Total autres charges d'exploitation	-370	-511

Note B 7 – Charges générales d'exploitation :

	31/12/2016	31/12/2015
Salaires et traitements	-17 036	-16 525
Charges sociales	-7 995	-8 316
Taxes basées sur les salaires	-2 728	-2 857
Charges de retraite	-2 928	-2 802
Intéressement	-339	-300
Participation des salariés	-2 100	-3 347
Provisions pour litiges	317	-96
Frais de personnel	-32 809	-34 243
Impôt et taxes	-5 602	-10 362
Locations	-1 317	-1 352
Transports et déplacements	-134	-136
Autres services extérieurs	-8 261	-12 316
Provisions pour litiges	527	-600
Services extérieurs	-9 185	-14 404
Autres frais administratifs	-14 787	-24 766
Total charges générales d'exploitation	-47 596	-59 009

Note B 8 – Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations :

	31/12/2016	31/12/2015
Logiciels et licences	-2 527	-2 472
Immobilisations incorporelles	-2 527	-2 472
Gros œuvre	-49	-49
Couverture / façade	-102	-102
Matériel de transport	-1	-16

Matériel de bureau	-21	-28
Matériel et outillage du Club Affaires	-5	-4
Mobilier de bureau	-59	-57
Mobilier du Club Affaires	-1	-1
Matériel informatique	-292	-255
Aménagement hors immeuble	-317	-238
Aménagement immeuble	-283	-264
Équipements techniques	-270	-266
Immobilisations corporelles	-1 400	-1 280
Total	-3 927	-3 752

Note B 9 – Coût du risque :

	31/12/2016	31/12/2015
Provisions pour dépréciation sur créances douteuses	-548	0
Total	-548	0

Note B 10 – Gain ou perte sur actifs immobilisés :

	31/12/2016	31/12/2015
Moins-values de cessions sur immobilisations	-271	-43
Plus-values de cessions sur immobilisations	57	0
Provisions pour dépréciation sur titres de participation	-1 159	0
Total	-1 373	-43

Note B 11 – Impôt sur les bénéfices :

	31/12/2016	31/12/2015
Sur résultat ordinaire	-56 452	-135 840
Total *	-56 452	-135 840
<i>(*) Dont acomptes sur l'impôt sur les sociétés déjà versés</i>	-61 496	-97 256

Notes C. Autres informations (en milliers d'euros).

Note C 1 – Montant global des rémunérations allouées pendant l'exercice :

	Rémunérations	Avances et crédits	Engagements hors-bilan
À l'ensemble des organes d'administration *	33		1 357
À l'ensemble des dirigeants	901	9	931
Rémunération fixe	600		
Rémunération variable	242		
Avantages en nature et réintégration prévoyance	59		
<i>(*) aucun avantage ou rémunération n'a été versé par les sociétés contrôlées durant l'exercice</i>			

Note C 2 – Montant global des honoraires des commissaires aux comptes de l'exercice :

	Honoraires
Commissariat aux comptes	158
Autres prestations accessoires	12

Note C 3 – Effectif moyen de personnel ventilé par catégorie professionnelle :

	31/12/2016	31/12/2015
Dirigeants (*)	2	2
Cadres	215	213
Agents de maîtrise	68	58
Employés	31	32
Total	316	305
<i>(*) Hors mandataire social</i>		

Note C 4 – Autres engagements sociaux externalisés. — Les engagements correspondant aux services rendus au titre des différents régimes sont couverts par des fonds collectifs gérés en externe.

Retraite supplémentaire des cadres	
Valeur du fonds collectif géré en externe	3 972
Montant des engagements actuariels	6 324
Montant provisionné à la clôture de l'exercice	2 267
Contrat collectif d'assurance de retraite additionnelle à prestations définies (art 39 CGI)	
Bénéficiaires : certains cadres, sous certaines conditions de coefficient et d'ancienneté au départ en retraite	
Acquisition de 2 % de droit par an limités à 20 % du salaire de l'année de départ en retraite	
Les primes versées par la société sont soumises au forfait social de 24 %	
Montant estimatif de la rente annuelle des mandataires sociaux au 31/12/2016 suivant modalité de l'article D.225-104-1 du Code de commerce : 89	
Indemnités de départ ou mise à la retraite	
Valeur du fonds collectif géré en externe	1 622
Montant des engagements actuariels	1 688
Contrat collectif d'assurance "Indemnités de fin de carrière"	
Bénéficiaires : l'ensemble des salariés de la société	

Règles et méthodes. — Les actualisations sont réalisées, par type de contrat, selon la méthode "du coût unitaire par année de service" à partir des données globales ou individuelles fournies à une société d'actuariat indépendante.

Les engagements globaux sont calculés pour les carrières totales projetées des participants.

Les dettes actuarielles correspondent aux engagements actualisés à la date d'arrêt pour chaque contrat.

Les indemnités de fin de carrière seront versées en fonction de l'ancienneté des salariés et selon les règles de droit commun.

Note C 5 – Sociétés "AD HOC". — À la date de clôture, aucune part n'était détenue dans des entités "ad hoc".

Note C 6 – Proposition d'affectation du résultat :

Résultat de l'exercice clos	107 795
Report à nouveau de l'exercice précédent	299 892
Résultat à affecter	407 687
Répartition de l'affectation	
Réserve légale	5 390
Réserve générale	0
Dividendes - actions	102 408
Report à nouveau	299 889
Total	407 687

Résultats financiers.

	2012	2013	2014	2015	2016
I. Situation financière en fin d'exercice :					
Capital social	1 259 850	1 259 850	1 259 850	1 259 850	1 259 850
Nombre d'actions ordinaires émises	17 997 861	17 997 861	17 997 861	17 997 861	17 997 861
II. Résultat global des opérations effectives :					
Chiffre d'affaires hors taxes	359 697	297 057	288 804	496 580	274 870
Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions	172 747	127 266	118 800	376 183	168 915
Impôt sur les bénéfices	59 990	45 892	45 720	135 840	56 452
Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	104 278	73 910	69 598	236 015	107 795
Montant des bénéfices distribués	52 194	70 192	0	0	102 408
III. Résultat des opérations réduit à une seule action (en euros) :					
Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions	6,27	4,52*	4,06*	13,35*	6,25

Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	5,79	4,11*	3,87*	13,11*	5,99
Dividende versé à chaque action	2,90	3,90	0,00	0,00	5,69
IV. Personnel :					
Effectif moyen inscrit (**)	270	280	288	305	316
Montant de la masse salariale	13 473	14 336	15 246	16 525	17 036
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	8 708	8 951	9 782	11 118	10 923

(*) Chiffres mis à jour par rapport aux précédentes publications.

(**) Hors mandataire social

« Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice ».

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 10 avril 2017.

Les Commissaires aux comptes :

CTF
Christophe LEGUÉ

DELOITTE & ASSOCIES
Jean-Vincent COUSTEL

« Modalités de mise à disposition du public du rapport de gestion de Crédit Logement : conformément à l'article 9 du règlement n°91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire, il est précisé que ce rapport est disponible sur le site internet grand public de la société (www.creditlogement.fr) outre la consultation au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris où il fait l'objet d'une publication annuel. »

1701686